

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



Déclaration de
l'honorable Allan J. MacEachen,
Vice-premier ministre et
Secrétaire d'Etat aux
Affaires extérieures,
devant le Comité permanent
des Affaires extérieures
et de la Défense nationale
concurrant son voyage en
Amérique centrale et en
Colombie du 3 au 13 avril 1984

Le 10 mai 1984

OTTAWA

Lorsque je me suis présenté devant votre Comité en mars dernier, plusieurs d'entre vous se sont dits intéressés par mon voyage en Amérique centrale. Quelqu'un avait même mentionné que tous les membres du Comité pourraient souhaiter m'accompagner. Aujourd'hui, j'aimerais vous faire un compte rendu de mon séjour en Amérique centrale et vous faire part de certaines observations sur la politique du Canada dans cette région. Outre ce compte rendu, je mets à la disposition des membres un résumé des déclarations que j'ai faites sur l'Amérique centrale au cours des douze derniers mois, notamment des transcriptions des allocutions prononcées devant la presse pendant mon voyage et à mon retour.

A l'invitation de leurs gouvernements, j'ai visité le Costa Rica, la Colombie, le Nicaragua et le Honduras du 3 au 13 avril 1984. Il s'agissait de la première visite d'un ministre des Affaires extérieures du Canada en Amérique centrale, et j'ai reçu un accueil chaleureux et courtois dans tous ces pays. Dans les trois pays d'Amérique centrale où je me suis rendu, j'ai rencontré, outre des ministres et des hauts fonctionnaires, des représentants de l'opposition, des médias, des syndicats, des églises, ainsi que d'entreprises et d'organisations non gouvernementales canadiennes.

Avant d'entreprendre ce voyage, j'avais rencontré des députés, les ambassadeurs des pays d'Amérique centrale et des pays membres du Groupe de Contadora à Ottawa, de même que des représentants d'un certain nombre d'organisations non gouvernementales canadiennes oeuvrant dans cette région. Mes interlocuteurs m'avaient alors exposé dans les grandes lignes leurs préoccupations au sujet de la situation en Amérique centrale. Mon séjour avait été organisé de façon que je puisse rencontrer des personnes représentant un large éventail d'intérêts et d'opinions. Ainsi, j'ai pu donner suite aux préoccupations soulevées avant mon départ.

Le principal objectif de ma visite consistait à évaluer la pertinence et l'orientation des politiques du Canada en Amérique centrale. Je comptais également prendre le pouls de cette région et expliquer la politique du Canada aux dirigeants de ces pays.

Mon voyage m'offrait également la possibilité de passer en revue les recommandations pertinentes formulées par le Sous-comité sur les relations du Canada avec

l'Amérique centrale et les Antilles vers le milieu de 1982. De façon générale, j'ai pu constater le bien-fondé de la politique canadienne, et tout particulièrement des dispositions visant à favoriser un développement économique pacifique, à soutenir les initiatives de paix régionales, à accorder plus d'attention au problème des réfugiés et à demeurer éveillé aux problèmes de la pauvreté et aux objectifs de notre programme d'aide. Il a également été question d'interventions de l'extérieur dans les conflits régionaux, problème que l'ancien président du Sous-comité, M. Maurice Dupras, a mis en évidence la semaine dernière à Washington.

Cette visite m'a également fait prendre davantage conscience de la fragilité du rôle extrêmement important que le Groupe de Contadora est appelé à jouer. L'action du Groupe a été l'un des principaux points traités pendant mon séjour, et tout particulièrement en Colombie.

J'ai pu constater qu'il régnait un certain pessimisme quant aux chances de réussite du Groupe de Contadora et que les tensions étaient de plus en plus vives. L'un des facteurs clés qui explique ce tableau plutôt sombre est l'absence d'une base d'entente mutuellement acceptable entre le Nicaragua et les États-Unis, malgré la volonté déclarée des deux parties de trouver un modus vivendi.

Plus tôt cette année, les pays membres du Groupe de Contadora ont mis sur pied trois commissions chargées d'étudier diverses questions économiques, politiques et de sécurité. À ce dernier chapitre, les éléments clés étaient les niveaux des forces, la vérification et la démilitarisation. En février dernier, lors de la visite à Ottawa du ministre colombien des Affaires étrangères, M. Lloreda, j'ai mentionné que le Canada serait heureux de collaborer avec ces commissions d'une manière que les ministres des pays membres du Groupe de Contadora pourraient trouver constructive et appropriée. Malgré l'enthousiasme qu'a suscité cette offre dans plusieurs capitales, celle-ci n'a eu pour ainsi dire aucune suite. Les commissions ont présenté leurs rapports aux ministres des pays membres du Groupe de Contadora et aux pays d'Amérique centrale. Toutefois, les travaux se poursuivent et l'offre du Canada tient toujours.

Malgré l'énormité des obstacles à surmonter et le sentiment de pessimisme on ne peut plus réel qui assombrit l'avenir du Groupe de Contadora, je continue de croire que celui-ci est le seul instrument international capable de ramener la paix en Amérique centrale. Les dirigeants politiques avec lesquels j'ai discuté en Colombie et en Amérique centrale, tout comme le Président et le ministre

des Affaires étrangères du Mexique que j'ai rencontrés plus tôt cette semaine à Ottawa, sont tout à fait conscients de l'ampleur de la tragédie qui pourrait résulter de l'échec du Groupe de Contadora.

D'autre part, il y a les réalisations du Groupe de Contadora. La situation actuelle est pour le moins décourageante, mais elle aurait pu être pire sans son intervention. Cette initiative a permis aux cinq pays d'Amérique centrale de se réunir régulièrement et d'apaiser les tensions, voire d'empêcher que le conflit n'éclate entre le Nicaragua et le Honduras.

Comme je l'ai indiqué, nous appuyons fermement le Groupe de Contadora, mais nous sommes également conscients qu'il serait tentant de nous cacher derrière des déclarations publiques en faveur du Groupe de Contadora sans chercher à résoudre les difficultés auxquelles il se heurte. À mon avis, la communauté internationale devrait insister davantage pour que des pays tiers cessent de fournir une aide militaire aux pays d'Amérique centrale et pour qu'ils retirent leurs forces armées. Le Groupe de Contadora joue un rôle vital, et pour que ses efforts aboutissent, il doit obtenir l'appui véritable de toutes les parties.

On a bien sûr posé des questions sur la position du Canada à l'égard de la politique des États-Unis en Amérique centrale. J'ai expliqué qu'il y avait des divergences dans nos points de vue et qu'il en avait été question lors de ma dernière consultation avec le Secrétaire d'État, M. Shultz, à Washington, les 1er et 2 avril. Je comprends que les États-Unis s'inquiètent de la sécurité de la région, mais j'ai très clairement exprimé notre préoccupation devant l'escalade des actions militaires soutenues par les États-Unis contre le Nicaragua. Le gouvernement est cependant également inquiet du soutien militaire qui vient de Cuba, du Nicaragua et de l'Union soviétique, par exemple.

Il a longuement été question du minage des ports au Nicaragua. J'ai déclaré sans ambiguïté que le Canada considère les opérations de minage comme une escalade dangereuse de la tension et une grave violation du droit international. J'ai également mentionné la responsabilité des États-Unis dans cette action. Ces opérations doivent cependant être considérées dans le contexte général de la situation en Amérique centrale. C'est la perspective qu'a adoptée le Groupe de Contadora à la suite de la réunion de ses ministres des Affaires étrangères à Panama, le 8 avril. Ils ont analysé la situation militaire dans la région et ont cité le minage comme l'un des principaux facteurs de déstabilisation survenus récemment. Je souscris entièrement à la position des ministres du Groupe de Contadora sur cette

question. Je voudrais aussi souligner que le gouvernement canadien avait déjà fait part aux États-Unis de son inquiétude à ce sujet le 23 mars, soit trois jours après que le cargo soviétique ait touché une mine en entrant dans un port nicaraguayen.

Comme le Nicaragua retient beaucoup d'attention au Canada, notre programme a été particulièrement rempli dans ce pays. Outre nos discussions avec le coordinateur de la Junte, M. Daniel Ortega, et avec M. Sergio Ramirez, membre de la Junte, des ministres et trois membres du gouvernement, notre délégation a rencontré l'archevêque de Managua, le rédacteur de La Prensa, principal journal d'opposition, des représentants d'organisations non gouvernementales du Canada, des chefs des syndicats et de l'opposition, des représentants du secteur privé et de la Commission des droits de l'homme. Ces entretiens m'ont fait comprendre que les points de vue de ceux qui, au Canada, soutiennent ardemment les Sandinistes ou s'y opposent vigoureusement, ne reflètent pas toute la complexité et les nuances de la situation.

La tenue d'une élection est bien entendu une question primordiale. J'ai écouté avec intérêt les explications détaillées que m'a données le commandant Carlos Nunez sur les modalités du scrutin qui doit avoir lieu prochainement, puisqu'une élection libre est un des objectifs de la révolution. Les fortes pressions militaires et économiques exercées par les Contras ne permettront peut-être pas de lever dans toutes les régions du pays l'état d'urgence qui limite la liberté d'expression et de réunion, mais j'ai fait remarquer qu'une élection sans une véritable et vigoureuse opposition est nulle et non avenue et qu'un gouvernement qui se prépare à une élection doit également être prêt à accepter la possibilité de la perdre. J'ai également souligné combien il importe que la machine électorale ait la confiance des électeurs.

Les Costariciains ont pris cette première visite d'un ministre des Affaires extérieures du Canada comme un symbole important de l'intérêt accru du Canada pour la région et comme une manifestation de soutien envers la démocratie costariciaine et sa politique de neutralité. Dans une région troublée, les institutions démocratiques du Costa Rica se détachent par leur vigueur et leur efficacité. J'ai dit clairement que le Canada augmenterait considérablement sa participation au développement du Costa Rica.

Notre visite à Bogota a été très utile pour nous aider à comprendre la région. Le gouvernement Bétancourt est vivement respecté, à la fois comme un gouvernement démocratique stable qui a récemment mené à bien des négociations importantes avec la plupart des factions de

guérilla en Colombie, et comme un des principaux moteurs du Groupe de Contadora. Une communauté de vues dans bien des domaines et les signes d'une certaine reprise économique laissent espérer qu'il sera possible d'établir des relations bilatérales productives et mutuellement avantageuses avec ce pays.

Le Honduras s'efforce d'asseoir une nouvelle tradition démocratique dans des conditions difficiles. Historiquement, le Honduras a été le champ de bataille de ses voisins. L'économie hondurienne a été frappée comme celle des pays environnants par la récession qui persiste en Amérique centrale et le fléchissement du cours de ses produits de base. Nous nous sommes engagés à fournir une aide importante au Honduras, qui est le deuxième pays le plus pauvre de l'hémisphère. L'aide portera principalement sur le développement agricole, l'exploitation forestière et l'électrification rurale, afin d'aider les secteurs les plus nécessaires du pays. Le montant de l'aide est actuellement limité par la capacité d'absorption de l'économie hondurienne.

Comme vous le savez, M. Shultz m'a proposé, à la veille de mon départ, d'inclure le Salvador dans ma tournée de l'Amérique centrale. Je lui ai répondu que je n'y avais aucune objection en principe, mais que mon calendrier était déjà chargé et que je jugeais inopportun de faire une visite officielle dans ce pays en pleine campagne électorale présidentielle. Depuis mon retour, le Salvador a complété ce processus. Les rapports présentés par l'équipe d'observateurs canadiens à l'issue des deux tours de scrutin m'ont confirmé dans mon opinion que nous avons pris la bonne décision en envoyant dans ce pays des observateurs officiels. L'équipe avait pour mandat de faire rapport sur le déroulement du processus et de fournir ainsi au gouvernement et à la population du Canada une information de première main à partir de laquelle juger les élections. Sur la foi du dernier rapport, je crois qu'il y a lieu de féliciter les responsables des élections au Salvador pour le courage, la ténacité et la compétence dont ils ont fait montre dans l'exécution de leurs fonctions dans des circonstances éprouvantes. Je voudrais également souhaiter le meilleur succès au Président élu, M. Duarte, en espérant qu'il saura garder le cap au milieu des écueils de la réconciliation nationale.

Outre les renseignements que j'ai recueillis sur le problème de plus en plus sérieux des réfugiés, j'ai pu passer en revue nos initiatives d'aide en Amérique centrale avec des représentants des gouvernements de la région, avec des groupes d'opposition ainsi qu'avec des membres d'ONG qui oeuvrent dans la région. La majorité des intervenants dans les consultations auxquelles j'ai pris part s'entendaient pour dire que les injustices sociales et économiques qui

séviennent de longue date en Amérique centrale sont les causes premières des troubles et de l'instabilité que connaît la région à l'heure actuelle. Tout comme ils s'entendaient pour dire que l'aide que nous apportons au développement économique et social du Honduras, du Nicaragua et de Costa Rica devrait se poursuivre et même prendre plus d'ampleur dans les limites du cadre actuel.

Certains préconisaient de ne verser aucune aide au Nicaragua du fait que ce pays cherche à exporter la révolution au Salvador. D'autres encore proposaient de mettre fin à l'aide au Honduras parce que ce pays soutient les rebelles nicaraguayens. Personne, toutefois, n'a proposé que l'on coupe l'aide à l'un et l'autre pays.

L'aide à l'Amérique centrale fournie par les organisations non gouvernementales canadiennes se distingue davantage par sa qualité que par sa quantité. Toutefois, cette visite m'a amené à m'interroger sur la distribution de cette aide; dans certains cas, sa raison d'être même a été mise en doute. Les besoins, dont peuvent s'occuper des Canadiens compétents et dévoués, particulièrement au niveau des activités humanitaires et de personne à personne, ne devraient pas être confinés à l'intérieur de frontières idéologiques. J'ose espérer que les attaches politiques ne viendront pas détourner ce travail inestimable de ses objectifs fondamentaux.

Notre aide en Amérique centrale est nécessaire, appréciée et hautement respectée parce qu'elle répond aux besoins fondamentaux de développement des personnes et des sociétés. Elle ne sera pas accordée en fonction des allégeances politiques des bénéficiaires. Nous estimons en effet que nos programmes doivent aider les pays de la région à venir à bout des entraves qui sont la cause première de l'injustice sur les plans social et économique et au niveau des politiques. Le bien-fondé de l'approche du Canada vis-à-vis de l'Amérique centrale a été reconfirmé durant ma visite et au cours des consultations que j'ai eues.

J'ai fait clairement valoir aux gouvernements du Honduras et du Nicaragua que le Canada s'oppose à l'ingérence de tout pays dans les affaires internes d'un autre. Et j'ai rappelé que, dans un cas en particulier, nous avons mis fin à notre relation avec un pays parce que celui-ci avait affecté des combattants à des incursions militaires à l'étranger plutôt que d'utiliser ses ressources militaires à des fins strictement défensives.

Cette visite m'a également permis de rencontrer les chefs de mission du Canada dans la région. Tenue à Cartagena, cette réunion a été l'occasion d'un tour d'horizon utile et détaillé de la région et des politiques canadiennes que nous y menons.

J'estime que ma visite en Colombie et en Amérique centrale était à la fois opportune et fort utile. J'en ai retiré beaucoup et j'ose espérer qu'elle aura servi à renforcer nos relations latérales avec les pays visités et fourni la preuve de l'intérêt grandissant que le Canada manifeste à pour cette région.